

En cas d'impossibilité de réserver les marchés sus-indiqués au profit des petites entreprises dans la limite du pourcentage précité, pour des considérations techniques ou pour cause de défaut de petites entreprises pouvant être chargées de l'exécution desdits marchés, l'acheteur public doit la justifier dans un rapport adressé à la commission des marchés créée en son sein ou dont il relève qui émet son avis à ce sujet.

L'acheteur public établit à la fin de chaque année un rapport sur les marchés attribués aux petites entreprises comprenant notamment une comparaison de la valeur de ces marchés avec les prévisions ainsi qu'une évaluation des conditions d'exécution, et notifie ce rapport à l'observatoire national des marchés publics et au comité de suivi et d'enquête sur les marchés publics mentionnés au titre 9 du présent décret.

Article 46 (nouveau) - Les cahiers des charges déterminent les garanties pécuniaires à produire par chaque soumissionnaire au titre du cautionnement provisoire et par le titulaire du marché au titre du cautionnement définitif.

L'acheteur public fixe le montant du cautionnement provisoire par application d'un pourcentage compris entre 0.5% et 1.5% du montant estimatif des commandes objet du marché.

L'acheteur public peut fixer exceptionnellement le montant du cautionnement provisoire par rapport à un montant forfaitaire qui tient compte de l'importance et de la complexité du marché.

Les bureaux d'études sont dispensés lors de leur participation aux marchés publics de la présentation du cautionnement provisoire, et ce, pendant les cinq premières années à partir de la date de leur établissement.

Le montant du cautionnement définitif ne peut être supérieur à 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des avenants lorsque le marché n'est pas assorti de délai de garantie et à 10% lorsque le marché comporte un délai de garantie.

Toutefois, pour certains marchés de fourniture de biens ou de services, il peut ne pas être exigé de cautionnement définitif lorsque les circonstances ou la nature du marché le justifient, et ce, après avis de la commission des marchés compétente.

Art. 2 - Est ajouté un article 19 ter au décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002 portant réglementation des marchés publics comme suit:

Article 19 ter - Est réservée aux artisans tels que définis par la législation et la réglementation en vigueur, la participation aux travaux liés aux activités artisanales dans les projets publics, sauf cas d'impossibilité. Dans ce cas, l'acheteur public doit préciser dans le rapport spécial visé à l'article 100 du présent décret, les justifications de cette impossibilité. La commission des marchés compétente émet obligatoirement son avis au sujet de ces justifications.

Art 3. - Le Premier ministre, les ministres et secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 4 mars 2008.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2008-562 du 4 mars 2008, portant fixation des modalités et conditions de passation des contrats de fournitures de biens et services avec les entreprises essayées.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 89-9 du 1^{er} février 1989, relative aux participations et entreprises publiques et notamment les articles 18 à 22 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2006-36 du 12 juin 2006,

Vu la loi n° 2005-56 du 18 juillet 2005, relative à l'essaimage des entreprises économiques,

Vu la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007, relative à l'initiative économique,

Vu le décret n° 69-400 du 7 novembre 1969, portant création du Premier ministre et fixant les attributions du Premier ministre,

Vu le décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002, portant réglementation des marchés publics, tel que modifié par le décret n° 2003-1638 du 4 août 2003, le décret n° 2004-2551 du 2 novembre 2004, le décret n° 2006-2167 du 10 août 2006 et le décret n° 2007-1329 du 4 juin 2007,

Vu le décret n° 2003-1617 du 16 juillet 2003, fixant les procédures et les modalités d'octroi d'un congé pour la création d'entreprise,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - L'entreprise publique ayant fait recours à l'opération d'essaimage peut conclure directement des contrats écrits pour la fourniture de biens et services avec l'entreprise essayée, et ce, dans la limite de 100 mille dinars toutes taxes comprises annuellement et pendant deux années à partir de la date de création.

Les biens et services précités doivent répondre aux besoins effectifs de l'entreprise publique sur les plans quantitatif et qualitatif et s'inscrire dans son programme annuel d'achat.

Le prix des biens et services à acquérir auprès de l'entreprise essayée ne doit pas dépasser le coût que supportait l'entreprise publique auparavant sauf dans les cas exceptionnels qui doivent être justifiés et approuvés par l'entreprise publique.

Les contrats écrits mentionnés au paragraphe premier du présent article définissent minutieusement les obligations contractuelles des deux parties.

Art. 2 - Les dispositions de l'article premier du présent décret sont appliquées après autorisation du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de l'entreprise publique de relever le montant ne nécessitant pas la passation d'un marché public pour la fourniture de biens et services dont la valeur est supérieure à 40 mille dinars toutes taxes comprises dans le secteur de l'informatique et des technologies de la communication et 30 mille dinars toutes taxes comprises pour la fourniture de biens et services dans les autres secteurs, et ce conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002, portant organisation des marchés publics.

Art. 3 - En cas de création de plus d'une entreprise par le biais de la technique d'essaimage, dans le même domaine d'activité et pendant la même période, l'entreprise publique peut annuellement organiser une concurrence entre les entreprises concernées dans la limite de 100.000 dinars annuellement toutes taxes comprises.

Art. 4 - Le Premier ministre, les ministres et secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 4 mars 2008.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2008-563 du 4 mars 2008.

Monsieur Lotfi Dammak est nommé au grade de conseiller adjoint au tribunal administratif, à compter du 1^{er} janvier 2008.

Par décret n° 2008-564 du 4 mars 2008.

Mademoiselle Asma Jammazi est nommée au grade de conseiller adjoint au tribunal administratif, à compter du 1^{er} janvier 2008.

Par décret n° 2008-565 du 4 mars 2008.

Madame Sameh Ben Hamma épouse Guezmir et Mademoiselle Raja Afifi sont nommées conseillers-adjoints à la cour des comptes, à compter du 1^{er} janvier 2008.

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2008-566 du 4 mars 2008.

Monsieur Mohamed Belghith, administrateur général, chargé des fonctions de secrétaire général du conseil économique et social, est maintenu en activité pour une deuxième année, à compter du 1^{er} avril 2008.

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

NOMINATION

Par décret n° 2008-567 du 29 février 2008.

Madame Leila Turki épouse Zrelli, conseiller des services publics, est chargée des fonctions de chef de la section des études, au secrétariat général au ministère de l'intérieur et du développement local, avec rang et prérogatives de chef de service et bénéficie des indemnités et avantages accordés à ce dernier.

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

CESSATION DE FONCTIONS

Par arrêté du ministre de la justice et des droits de l'Homme du 29 février 2008.

Est déchargé définitivement de ses fonctions, Monsieur Habib Ayara, expert judiciaire en matière de comptabilité et baux commerciaux dans la circonscription de la cour d'appel de Sousse. Son nom est radié de la liste des experts judiciaires pour des raisons personnelles.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décret n° 2008-568 du 4 mars 2008, portant ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées et du protocole facultatif se rapportant à cette convention.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment son article 32,

Vu la loi n° 2008-4 du 11 février 2008, portant approbation de la convention relative aux droits des personnes handicapées et du protocole facultatif se rapportant à cette convention,

Vu la convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif se rapportant à cette convention adoptés par l'assemblée générale de l'organisation des Nations Unies, à New York, le 13 décembre 2006 et signés par la République Tunisienne, le 30 mars 2007.

Décète :

Article premier - Est ratifiée, la convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à cette convention adoptés par l'assemblée générale de l'organisation des Nations Unies, à New York, le 13 décembre 2006 et signés par la République Tunisienne le 30 mars 2007.

Art. 2 - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 4 mars 2008.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2008-569 du 4 mars 2008, portant ratification du protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Le Président de la République,

Vu la constitution et notamment son article 32,

Vu la loi n° 2008-6 du 11 février 2008, portant approbation du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et